

# La géopolitique derrière la FIFA | Dr Rolando Dromundo

Dr Rolando Dromundo, analyste politique, journaliste et auteur, aborde la politique derrière la Coupe du Monde de la FIFA, le pouvoir de la FIFA, les doubles standards en matière de sanctions, la pression exercée sur les pays hôtes, les dépenses publiques, le « sportswashing » et l'identité nationale. La discussion traite également de la Russie, d'Israël, de l'Iran, de l'Arabie saoudite, du Qatar, du rôle des États, et de la question de savoir si un ordre mondial en mutation pourrait forcer une réforme du sport mondial. Liens : [BOOK] State-Building in the Middle of a Geopolitical Struggle: The Cases of Ukraine, Moldova, and Pridnestrovia : <https://www.amazon.com/State-Building-Middle-Geopolitical-Struggle-Pridnestrovia/dp/3838211723> Neutrality Studies substack : <https://pascallottaz.substack.com> Merch : <https://neutralitystudies.com/shop> Donation : <https://neutralitystudies.com/donate> Horodatages : 00:00:00 Introduction 00:01:09 La politique derrière la Coupe du Monde 00:05:18 La FIFA, les pays hôtes et l'argent public 00:14:03 La Russie, Israël et les doubles standards 00:19:48 La FIFA comme structure de pouvoir privée 00:30:50 La FIFA peut-elle être réformée ? 00:37:43 Les pays pourraient-ils quitter la FIFA ? 00:45:00 Football, identité et nations 00:53:00 Multipolarité et futures Coupes du Monde 00:57:54 Réflexions finales sur le pouvoir de la FIFA

## #Pascal

Bienvenue à tous dans \*Neutrality Studies\*. Aujourd'hui, nous recevons le docteur Rolando Drumundo, analyste politique, journaliste, et auteur du livre \*La construction de l'État au cœur des luttes géopolitiques : le cas de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Transnistrie\*. Nous allons parler aujourd'hui de la dimension politique de la Coupe du monde de la FIFA, qui est en cours en ce moment. Bienvenue, Rolando.

## #Rolando Dromundo

Bonjour Pascal. Merci de m'avoir invité. C'est un honneur.

## #Pascal

Merci beaucoup d'avoir pris contact et d'avoir proposé cette idée de discussion sur la FIFA et la Coupe du monde, parce que la politique qui se cache derrière tout ça est souvent un peu dissimulée. On nous fait croire que c'est uniquement un événement sportif. Mais, comme on l'a vu avec la façon dont Donald Trump a géré, ne serait-ce que l'équipe d'Iran, c'est tout sauf ça. Alors, Rolando, est-ce que tu peux nous dire, avant tout, quelle est ton analyse de la dimension politique de la Coupe du monde ?

## #Rolando Dromundo

Bien sûr, Pascal. Alors, d'abord, c'est une Coupe du monde très atypique. C'est la première avec quarante-huit équipes. La FIFA a donc décidé d'agrandir une compétition déjà importante, qui comptait trente-deux participants. Maintenant, il y en a quarante-huit, ce qui augmente évidemment tout : les exigences d'organisation, les stades, tout. Mais c'est aussi atypique dans un autre sens. Par exemple, au début de cette Coupe du monde, un des pays participants était en guerre contre un autre. Donc, c'est... disons, un contexte très particulier. Et puis, à côté de ça, on a un président des États-Unis qui n'a cessé de rabaisser, de harceler et d'attaquer ses voisins. Il a même joué avec l'idée que le Canada devienne le cinquante et unième État américain. Et jusqu'à quelques semaines avant, on spéculait encore sur d'éventuelles frappes militaires contre le Mexique. Il y a eu, évidemment, un discours très agressif en permanence contre les Mexicains.

C'est écrit que ça représente la migration. Donc tout ça, ajouté bien sûr à la politique migratoire des États-Unis, déjà très médiatisée et qui a provoqué beaucoup de controverses dans le monde, fait de cette Coupe du monde quelque chose de très atypique. Parce qu'en plus, on a un président américain qui a reçu quelque chose créé spécialement pour cet événement : le Prix de la Paix de la FIFA. En fait, c'était un peu la manière pour la FIFA de compenser le fait que Donald Trump s'attendait vraiment, enfin, qu'il croyait qu'il allait d'une certaine façon recevoir le prix Nobel de la paix. Et comme ça ne s'est pas produit, même si Corina Machado était allée à la Maison-Blanche pour lui remettre le vrai prix et tout le reste, la FIFA a voulu apaiser Donald Trump et a inventé cette idée absurde d'un Prix de la Paix de la FIFA.

Et là, on a toute cette cérémonie, avec Donald Trump qui sourit comme un enfant, en faisant semblant, genre "oui, je suis un héros". Et lui, tout le temps, il change le nombre de guerres qu'il dit avoir terminées. Mais tout ça, au fond, ça fait partie du conflit politique qui entoure la Coupe du monde, évidemment. Et c'est pour ça que c'est très intéressant, parce qu'on a la FIFA qui, d'un côté, prétend que c'est un événement apolitique, qu'ils n'ont rien à voir avec tout ça, qu'il ne devrait pas y avoir de manifestations politiques... mais de l'autre côté, ils sont complètement pris dedans, complètement submergés par la logique qui consiste à donner à Donald Trump tout ce qu'il veut. Et je pense qu'une des raisons pour lesquelles Infantino et Donald Trump s'entendent si bien, c'est qu'ils ont cette manière de faire des affaires où, peu importe le contexte, ils s'en fichent complètement.

C'est uniquement pour maximiser les profits, à tous les niveaux. Peu importe ce que les gens disent, peu importe les normes éthiques, peu importe ce qui peut arriver. C'est pour ça, je pense, qu'il y avait une vraie compréhension dans ce sens-là. On a vu beaucoup de débats sur le prix des billets, par exemple. Je comparais justement... J'ai eu la chance d'assister à la Coupe du monde deux mille six, en Allemagne. À l'époque, j'avais payé soixante-dix euros, soixante-dix euros en deux mille six, pour un billet du deuxième tour, un excellent match à Leipzig. Et quand on compare avec aujourd'hui, on voit que les prix pour la finale peuvent aller jusqu'à onze mille dollars. C'est complètement absurde. Donc oui, il y a énormément de points à examiner, un par un, tous les enjeux politiques liés à la Coupe du monde, vous voyez ?

## **#Pascal**

Oui. Alors, qu'est-ce que vous en pensez ? Quarante-huit pays, c'est énorme. Et les événements sportifs, ils ont toujours eu des liens avec la politique. Les Jeux olympiques, par exemple, ont toujours une dimension géopolitique. Même dans l'Antiquité, les Jeux olympiques anciens avaient déjà des connexions géopolitiques. C'était d'ailleurs connu : même des peuples en guerre faisaient une trêve pour aller aux jeux, participer, puis retourner chez eux, n'est-ce pas ? Du moins, c'était l'idéal à l'époque. Et aujourd'hui, on retrouve des problèmes très similaires, non ?

Encore une fois, comme vous l'avez souligné, l'Iran est en guerre avec les États-Unis. Et pourtant, on se retrouve dans une situation où les États-Unis refusent d'accueillir l'équipe, de la laisser dormir et manger sur leur territoire. Ils doivent donc aller au Mexique. D'abord, pensez-vous que ce genre de conflit soit tenable pour la FIFA, pour les Jeux olympiques, et pour les grands événements sportifs à venir, quand il s'agit de choisir l'une des grandes puissances comme pays hôte ? Et selon vous, qu'est-ce qu'on apprend de la FIFA actuelle, de la manière dont elle gère cette situation, quand il s'agit justement de ces grands événements internationaux ?

## **#Rolando Dromundo**

Eh bien, les grands événements internationaux ont toujours, vraiment toujours, tout au long de l'histoire — et pas seulement dans le football — utilisé les États-Unis comme une vitrine géante. C'est un peu le plus grand marché, la plus grande opportunité. Si on regarde, par exemple, l'histoire des Jeux olympiques, tout a complètement changé après Los Angeles quatre-vingt-quatre. Ce moment-là a totalement transformé la conception de ce que ces Jeux pouvaient représenter pour le monde des affaires, pour les entreprises, pour tous les sponsors qui les organisent.

C'est pour ça que la FIFA était parfaitement au courant. Ils savaient qu'il y avait un risque, mais ils considéraient que, bon, les bénéfices seraient bien plus importants, même si l'image de la FIFA avait déjà été beaucoup abîmée. Parce qu'en réalité, ce n'est pas seulement les problèmes de billetterie, les prix ou les abus, qui sont nombreux. C'est aussi le fait que, parfois, l'argent public dépensé représente un investissement énorme pour certains pays. Si on prend l'exemple du Canada, seules deux villes ont accepté, parce que Montréal, elle, ne voulait pas investir la somme colossale exigée par la FIFA. La FIFA oblige les villes à signer des contrats qui leur accordent des exemptions fiscales, beaucoup d'avantages, et même des clauses juridiques qui doivent être adaptées à son bon vouloir. Donc on se retrouve avec une institution comme la FIFA, qui arrive, qui conclut des accords politiques, sans être une entité politique, ni un État à proprement parler. En fait, elle fait de la politique, mais en dehors du rôle normalement réservé aux États.

## **#Pascal**

Salut, juste un petit mot rapide. La meilleure façon de soutenir cette chaîne, c'est de t'abonner gratuitement à ma newsletter sur Substack. Tu peux aussi aider avec un abonnement payant, ou jeter un œil à nos nouveaux produits sur [neutralitystudies.com](http://neutralitystudies.com). Les liens sont juste en dessous. À très vite là-bas.

## **#Rolando Dromundo**

Alors, la grande contradiction du sport... En ce moment, on a ces immenses organisations sportives qui prétendent être apolitiques. Mais en réalité, elles ont besoin, elles vivent, et elles dépendent surtout de l'argent public dépensé par les États pour organiser ces événements. Parce que, bien sûr, la FIFA veut fixer les règles. La FIFA ne veut jamais, en aucune circonstance, qu'un gouvernement local intervienne dans le football, parce que ce serait, selon elle, le chaos. Et chaque fois dans l'histoire qu'un pays a essayé, d'une manière ou d'une autre, d'intervenir dans le sport, la FIFA l'a immédiatement interdit.

Mais quand il faut organiser l'événement, il faut bien me payer, non ? Du coup, les États investissent des sommes énormes pour l'événement, ce qui, évidemment, n'est pas si simple pour beaucoup de pays, non ? Et c'est pour ça que le fait d'organiser aux États-Unis rend tout ça possible. Là-bas, ils ont toujours l'argent, toujours les ressources, toujours la capacité de le faire. Ils peuvent se permettre d'avoir un nombre énorme de matchs et de vendre les billets à plus de mille dollars pièce à des amateurs, et quelqu'un les achètera. Parce que, en tant que comité d'organisation, c'est quelque chose qu'on peut se permettre de faire aux États-Unis.

Et c'est pour ça que c'est si rentable et si attirant pour eux de le faire. Et même sans parler encore de l'industrie du sport, une partie de l'organisation d'un tel événement, c'est de se demander : quelle est votre histoire dans ce sport ? Par exemple, qu'avez-vous accompli, quels sont vos résultats, est-ce que vous êtes vraiment impliqués ? Le Maroc, par exemple, essaye depuis des années, avec de bien meilleurs résultats en football, d'accueillir la Coupe du monde. Mais on ne lui a jamais permis de le faire, parce que, évidemment, c'est différent, non ? Et puis il y a aussi la dimension politique, sans parler de la vitrine que cela représente.

Je veux dire, au final, Donald Trump, qui aime être au centre de l'attention, aura la Coupe du monde de la FIFA et les Jeux olympiques, s'il est encore président en deux mille vingt-huit. C'est pour ça que, et c'est là tout le problème, mais aussi toute la contradiction... à la FIFA, et pas seulement à la FIFA d'ailleurs, dans la manière dont le sport international fonctionne aujourd'hui, il n'y a absolument aucune responsabilité. Il n'existe aucun moyen de rendre des comptes, aucune possibilité de clarifier ou de montrer la moindre transparence — sur la façon dont ils gèrent les sponsors, ou sur la manière dont se déroulent les vraies négociations pour attribuer une candidature à un pays. Au final, c'est pour ça que nous avons...

Quand on pense à tous ces scandales de corruption dans le sport international, on se souvient de ce qui s'est passé avec Joseph Blatter et João Havelange, il y a des années. Mais ce ne sera pas le dernier, parce qu'il n'y a absolument aucune volonté de modifier les structures de responsabilité, la manière dont la FIFA fonctionne. Et aujourd'hui, il n'y a aucune possibilité pour les États ou les organisations internationales d'intervenir, de réguler, de contrôler ou de limiter le pouvoir que la FIFA détient, surtout face aux petits pays. Parce que si elle arrive à trouver un accord avec les États-Unis, imaginez ce que ça donne quand il s'agit d'organiser des événements en Afrique du Sud, au Brésil, ou même au Mexique. La capacité de résistance des gouvernements locaux est bien moindre que celle d'une grande puissance.

C'est pour ça, et aussi à cause de cette idée d'organiser ces trois pays hôtes, pour vendre l'image d'un événement plus multinational, plus multiculturel. Mais en réalité, c'est à moitié faux, parce que les États-Unis ont plus de quatre-vingts pour cent des matchs. Ils ont tous les quarts de finale, toutes les demi-finales, la finale... enfin, presque tout. Donc, on ajoute juste deux autres pays pour dire : « Oui, la FIFA unit, le football unit. » Non, mais c'est faux. Le football unit, bien sûr, mais les supporters mexicains, eux, ne peuvent pas aller librement aux États-Unis, parce que, je veux dire, environ quatre-vingts pour cent de la population mexicaine n'a pas de visa américain. Et ça, c'est typique des contradictions qu'on voit sans arrêt dans le sport international aujourd'hui.

## **#Pascal**

Oui, enfin, il y a quand même beaucoup d'hypocrisie dans tout ça. Et puis, il y a aussi cette question de savoir qui a le droit de participer et qui ne l'a pas. D'ailleurs, je dois m'excuser, je ne suis pas sûr... Qu'en est-il de la Russie ? Ils n'ont pas le droit de participer, c'est bien ça ? Ou alors sous un drapeau neutre ? Tu peux me mettre à jour là-dessus ?

## **#Rolando Dromundo**

Eh bien, c'est très intéressant, parce qu'en deux mille vingt-deux, après seulement quatre jours — au moment où la Russie a attaqué et envahi l'Ukraine —, l'UEFA et la FIFA avaient déjà imposé des interdictions et des sanctions contre la Russie. Mais qu'en est-il d'Israël ? Il n'y a absolument aucune sanction, aucune intention, aucune proposition d'envisager la moindre sanction contre Israël. Donc, il y a clairement un deux poids, deux mesures dans la façon dont la loi s'applique ici. Oui, il ne faut pas l'oublier, la plupart des organisations sportives européennes sont extrêmement eurocentrées, et elles ont suivi, disons, les standards occidentaux sur la manière d'appliquer les sanctions. Si on regarde l'histoire, la façon dont les sanctions ont été utilisées a toujours été complètement différente. À l'époque, quand l'Union soviétique était une grande puissance, il n'était tout simplement pas possible pour les institutions d'imposer des sanctions dirigées contre elle.

Aujourd'hui, le contexte a changé. La Russie est totalement exclue des compétitions de l'UEFA et de la FIFA. Mais ce que je veux dire, c'est qu'on est face à un vrai deux poids, deux mesures. Alors,

quels sont les critères ? Ils ont envahi un pays, d'accord. Mais qu'en est-il d'Israël, par exemple ? Là, rien du tout. Et les États-Unis ? Ils ont attaqué l'Iran. Qui a sanctionné les États-Unis ? Personne, évidemment. Personne n'oserait même proposer, ou simplement évoquer, l'idée de sanctionner les États-Unis. C'est un double standard complet, qui montre très clairement comment les rapports de force dans le monde sont établis aujourd'hui.

Et le fait est que, dans ce sens-là, c'est extrêmement eurocentré et tourné vers l'Occident. Toutes les personnes qui dirigent les grandes organisations sportives dans le monde... enfin, toutes sont basées en Suisse, principalement à Lausanne, sauf la FIFA, qui est à Zurich. Mais le fait est qu'il y a clairement, très clairement, un double standard, sans critères précis. Et ce n'est pas seulement pour les sanctions. C'est aussi pour la reconnaissance. Parce que, si on regarde, il y a cent quatre-vingt-treize États membres aux Nations unies, plus deux observateurs. Alors qu'à la FIFA, il y a plus de deux cents membres.

Vous avez l'Écosse, qui n'est pas un pays indépendant, mais qui est membre de la FIFA. En revanche, la Catalogne, par exemple... La Catalogne et l'Écosse ont un contexte très similaire : dans les deux cas, il y a une forte volonté d'obtenir l'indépendance. Et pourtant, dans un contexte comparable, la Catalogne n'a pas cette possibilité. On peut aussi remarquer que plusieurs territoires appartenant au Royaume-Uni ont le droit d'avoir leur propre délégation à la FIFA. Prenons Curaçao, par exemple : ce n'est pas un pays indépendant, et pourtant il participe à la Coupe du monde. Curaçao fait partie du Royaume des Pays-Bas, par exemple.

Donc, dans certains cas, oui, et dans d'autres, non. Par exemple, le Kosovo est membre de la FIFA, mais pas l'Ossétie, l'Ossétie du Sud, ni l'Abkhazie, qui sont pourtant dans une situation assez similaire si on compare. En fait, la FIFA joue un peu avec ça, mais elle n'a pas de critères vraiment fixes. Ce n'est pas comme si elle disait : « Bon, dans ce cas-là, on sanctionne tous ceux qui font la guerre ou qui attaquent un pays sans l'accord des Nations unies. » Ce n'est pas le cas. Ou encore : « On reconnaît seulement les pays membres de l'ONU ou ceux qui s'en rapprochent. » Non, ce n'est pas comme ça que ça fonctionne.

Au final, il y a beaucoup d'irrégularités dans leur façon de fonctionner. Mais évidemment, c'est très clair : on voit bien l'impact du contexte géopolitique, l'influence de ce qui permet à la vision dominante, celle de l'Occident, de s'imposer. Et c'est comme ça que la FIFA fonctionne, en cherchant avant tout à maximiser les opportunités commerciales et, surtout, à laisser les sponsors contrôler et décider de tout ce qui se passe. Parce qu'au fond, c'est dans l'intérêt des sponsors, dans l'intérêt des grandes entreprises qui régulent, qui contrôlent et qui poussent à modifier les règles. Prenons par exemple la pause de rotation : elle a suscité beaucoup de critiques dans le monde entier, parce qu'en réalité, c'est juste un moyen d'offrir deux minutes de plus aux sponsors pendant la première mi-temps, et deux minutes de plus pendant la seconde. Au final, ce sont les sponsors qui dirigent, et le reste... eh bien, on a l'impression que ça n'a plus d'importance. Le football, lui, n'est plus la priorité.

**#Pascal**

Non, mais vous savez, c'est un cas vraiment fascinant, en fait, parce que c'est, dans un sens très pur, un jeu de pouvoir, non ? FIFA, c'est entièrement une question de négociation : qui peut faire quoi, qui peut exercer quelle forme de pression sur l'autre pour en tirer quelque chose. Donc, c'est en réalité une très bonne illustration du monde anarchique des relations internationales, dans une logique réaliste, mais aussi une illustration du fait qu'il existe un intérêt commun à organiser quelque chose. Tout le monde y gagne, au fond, si on parvient à organiser ce genre d'événement. Et la FIFA... enfin, le mot FIFA lui-même, c'est l'abréviation du titre français de l'organisation : Fédération Internationale de Football Association, donc Fédération internationale des associations de football, n'est-ce pas ? Et elle est constituée en association en Suisse, ce qui correspond à une structure juridique.

Et donc, en fait, c'est essentiellement une entreprise privée, une entité privée qui, avec d'autres entités privées dans le monde — chaque pays a la sienne, ou chaque juridiction a sa propre fédération de football — rejoint ensuite la FIFA pour dire, en gros : « Hé, on veut participer à votre jeu. » Donc tout ça est en réalité organisé de manière privée. Mais, comme vous l'avez dit, il y a des raisons pour lesquelles la FIFA n'accepterait pas que la fédération de football du Pays basque ou de la Catalogne participe à ses compétitions. Est-ce qu'on sait quel est réellement le rôle structurel des gouvernements là-dedans ? Parce que les gouvernements ont quand même un intérêt à ce que certaines choses soient représentées sur la scène internationale, et d'autres non. Alors, est-ce que certaines de ces décisions viennent de pressions politiques, ou bien est-ce que la plupart découlent surtout des intérêts privés de ces différents groupes à travers le monde ?

## **#Rolando Dromundo**

Il y a aussi, au fond, une pression politique. Quand on négocie, il y a toujours cette question : qui veut quoi ? Qui veut organiser la Coupe du monde ? Ça a toujours été comme ça dans l'histoire de la FIFA, même si les méthodes ont changé avec le temps. Mais la FIFA a toujours été très proche du pouvoir. N'oublions pas que la deuxième Coupe du monde a été organisée en Italie, en mille neuf cent trente-quatre, sous le gouvernement de Benito Mussolini. Pour lui, c'était la vitrine idéale : l'Italie a remporté la Coupe du monde et voulait montrer au monde entier à quel point le pays était grand, et ainsi de suite. Et la FIFA le sait très bien. Ils n'en parlent pas ouvertement, mais c'était évident. Si quelqu'un veut parler de "sportswashing", eh bien, on peut déjà en trouver un exemple à cette époque-là.

Et ce n'était pas la première fois. Il y a eu de nombreux cas où tout cela était complètement lié. En mille neuf cent soixante-dix-huit, n'oublions pas, il y avait l'une des dictatures militaires les plus cruelles d'Amérique latine, en Argentine, et c'est eux qui ont organisé la Coupe du monde cette année-là. Ils ont même reçu de l'aide pendant un match qui devait leur assurer une place en finale, et il y a eu énormément de polémiques, parce que beaucoup de gens ont disparu. C'était une

dictature qui a fait disparaître plus de trente mille personnes, en plus des morts, des tortures, et d'une longue liste d'abus. On n'a toujours pas fini de découvrir toutes les horreurs de ce qui s'est passé à ce moment-là.

Et la FIFA a tout simplement fermé les yeux sur ce qui se passait à ce moment-là. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres, on peut en trouver beaucoup dans l'histoire de la FIFA. Mais le fait est que les gouvernements, eux, savent très bien comment ça fonctionne, et certains en jouent ouvertement. Le Qatar, par exemple... le Qatar ou l'Arabie saoudite, ce sont deux pays qui ont été parmi les premiers à le faire. Le Qatar est un cas particulièrement intéressant, parce qu'ils mènent depuis des années une véritable campagne de relations publiques à l'échelle mondiale, surtout en Europe, mais aussi dans beaucoup d'autres pays. Et l'un des moyens qu'ils utilisent, c'est la diplomatie sportive. Ils se sont dit : « Très bien, on va faire de Qatar Airways le sponsor de nombreuses activités en Europe, dans le football ou ailleurs. »

Ils achètent des stades, ils achètent des équipes. Ils disent clairement qu'ils veulent changer l'image, ou l'ambiance, de la façon dont les gens perçoivent ces monarchies arabes. C'est pour ça qu'ils ont organisé, et surtout la façon dont ils ont organisé la dernière Coupe du monde... Je veux dire, la FIFA a dû, pour la première fois de son histoire, changer la date. Elle n'a pas eu lieu en été, comme d'habitude dans l'hémisphère nord, mais en hiver. C'était assez drôle pour nous tous, en décembre, avec la neige dehors, de regarder la Coupe du monde. On se disait : bon, ça, c'est pas courant. Mais tout ça, évidemment, c'était à cause de la manière dont ils ont réussi à pousser — parce qu'il n'y a pas d'autre mot — à pousser tous les dirigeants de la FIFA à se convaincre que le Qatar était le pays idéal.

Et aussi parce que le Qatar n'a pas hésité à dépenser des sommes énormes pour construire de nouveaux stades, pour bâtir toutes les infrastructures nécessaires. Au final, c'est un pays du premier monde. Bien sûr, il y a eu beaucoup d'abus concernant les travailleurs qui ont participé à tout ça, mais la FIFA peut très bien fermer les yeux là-dessus. Le Qatar a été un exemple. Et on a un deuxième exemple, parce qu'après le succès du Qatar — et ce succès continue, notamment dans la façon dont le pays soigne son image à travers le sport —, l'Arabie saoudite a commencé à faire la même chose. L'Arabie saoudite investit elle aussi énormément dans le sport. Et n'oublions pas que l'Arabie saoudite sera l'unique pays hôte de la Coupe du monde de football deux mille trente-quatre.

Évidemment, ils veulent faire aussi bien, voire mieux, sur tous les plans. Parce que si la Coupe du monde compte quarante-huit, ou même soixante-quatre pays, on ne sait pas encore ce que la FIFA décidera à ce moment-là. Le fait est que l'Arabie saoudite, elle, a l'argent, les ressources, et surtout la capacité d'un gouvernement qui garde tout sous contrôle. Aucun processus, aucune possibilité d'opposition politique pour critiquer ou dire : « Je n'aime pas ça, ce n'est pas une bonne idée, c'est trop de dépenses. » C'est pour ça que les gouvernements, bien sûr, le savent. Ils s'impliquent activement dans ce genre de négociations. Il y avait un dicton célèbre au sein du comité, je crois

dans les années soixante-dix, quand on demandait à l'époque qui était... c'était... j'ai oublié son nom, le président du CIO dans les années soixante-dix. Son nom m'échappe. Mais le fait est que, à cette époque...

## **#Rolando Dromundo**

Une fois, dans un commentaire, il a dit qu'il préférerait ça parce qu'il avait dû organiser les Jeux olympiques de mille neuf cent quatre-vingts à Moscou, et qu'il en était très content. Il a expliqué : « Je préfère organiser des événements dans des pays où il n'y a pas d'opposition ni de démocratie pour nous critiquer, parce que c'est beaucoup plus pratique. » Je ne me souviens pas de la phrase exacte, mais c'était quelque chose dans ce sens-là, l'idée que ça simplifiait les choses. Donc, Samaranch... Samaranch, bien sûr, il était catalan. Oui, évidemment, Samaranch. Bref, pour la FIFA, tout ça, ce sont des scénarios parfaits.

Des pays prêts à faire d'énormes dépenses publiques, sans aucun doute. Bien sûr, la FIFA ne se prive pas du bénéfice politique qu'elle en tire. Mais tant qu'on dépense et qu'on leur donne tout ce qu'ils demandent, pour eux, tout va bien. Et c'est ça, la réalité au final : de l'argent public dépensé pour un très, très, très grand événement. Mais dans quelques cas seulement, ça se traduit par quelque chose de concret pour la population. Parce qu'au fond, avec les méga-événements, il y a souvent énormément de dépenses publiques qui ne profitent pas vraiment aux habitants. Ils n'en tirent aucun avantage, et tout l'argent part dans les poches des grandes entreprises ou des organisateurs.

## **#Pascal**

C'est assez fascinant, quand même. Vous savez, encore une fois, d'une certaine manière, la FIFA et les Jeux olympiques aussi, ils représentent en fait l'Occident collectif, ou disons, le système de l'Occident collectif. Et on le voit bien aujourd'hui. Comme vous l'avez déjà expliqué, la Russie a été exclue de la FIFA, mais ni les États-Unis, ni Israël ne l'ont été. Donc, on a en quelque sorte ce consensus d'un groupe de pays qui, autrefois, pouvaient dire à tout le monde comment les choses devaient se passer. Et maintenant, on voit que d'autres pays veulent vraiment participer de leur propre volonté. Les gens aiment le football, tout simplement. Et donc, eux aussi veulent avoir leurs propres équipes, et ils veulent les envoyer à ce grand événement mondial.

Donc, il y a bien un intérêt commun. Mais les structures de pouvoir, la manière dont cette organisation a été créée et la façon dont elle est dirigée, fonctionnent encore largement dans le cadre du monde occidental collectif. Pensez-vous que ce qui se passe en ce moment va changer cela, d'une manière ou d'une autre ? Ou bien est-ce tellement enraciné qu'il ne faut pas s'attendre à une remise en question de la FIFA non plus ? Parce que, vous savez, les Nations unies sont bloquées, pour d'autres raisons internes, quand il s'agit de se réformer. Et la FIFA, alors ? Voyez-vous un changement possible dans cette organisation, plus que dans l'ONU, ou pas ?

## **#Rolando Dromundo**

Eh bien, je pense que s'il y a un changement, il ne viendra pas de la FIFA. Non, parce qu'au fond, qu'est-ce qu'on a à la FIFA ? C'est une organisation qui dépend des fédérations locales de chaque membre, non ? Et tout ça est complètement imbriqué. Je veux dire, le fait que la FIFA ait autant de membres, c'est une manière pour le groupe dirigeant, autour d'Infantino et des autres, d'assurer la loyauté des plus petits. Il y a, je ne sais pas, deux cent treize membres, je crois que c'est le chiffre actuel.

## **#Pascal**

Elle compte plus de deux cents membres, mais en réalité, seulement quarante-huit peuvent aller à la Coupe du monde.

## **#Rolando Dromundo**

Mais ils votent tous quand il faut décider de beaucoup de choses. Ils votent entre eux. Donc, évidemment, toutes les petites fédérations, c'est plus simple, plus accessible. Leur loyauté, disons-le, est facile à acheter, parce qu'au fond, avec peu de moyens, on peut les convaincre plus facilement. Je pense que s'il doit y avoir un changement, il doit venir, encore une fois, des États. Et il y a deux points que je voudrais souligner à ce sujet. D'abord, c'est quelque chose qu'on a remarqué depuis de nombreuses années.

Dans les années soixante-dix, il y a eu à l'époque une proposition du gouvernement cubain. Fidel Castro avait suggéré que les Jeux olympiques soient gérés par l'UNESCO. Il disait que ça ne devait pas être une entité privée, mais bien l'UNESCO qui devrait décider, organiser, et choisir le pays hôte, bref, tout gérer. Il a commencé à faire campagne pour cette idée, et ça a créé une certaine pression politique. Il a mis en colère plusieurs pays. Il y avait d'ailleurs de nombreux groupes de pays qui soutenaient déjà l'idée de transférer les Jeux olympiques du CIO vers l'UNESCO. Et il faut dire qu'à ce moment-là, en parallèle, l'Union soviétique cherchait aussi à accueillir les Jeux olympiques.

Alors évidemment, ils ont dû mettre la main sur Cuba et dire : « Hé, attends un peu, ce n'est pas pour toi, ce n'est pas ton moment. » Du coup, l'Union soviétique a mis fin à cette campagne cubaine, et voilà. Je pense qu'au final, il faut une vraie volonté politique entre les États pour réorganiser tout ça, pour repenser la manière dont le sport mondial devrait fonctionner. Il ne faut pas oublier qu'en ce moment, les États-Unis perdent l'hégémonie qu'ils avaient. Les États-Unis d'aujourd'hui ne sont plus ceux des années quatre-vingt-dix, quand ils pensaient avoir le contrôle total du monde. Et cette idée fautive de Fukuyama sur la « fin de l'histoire », où les États-Unis seraient la seule puissance hégémonique, eh bien, c'est fini. Ça n'existe plus.

On voit bien que le centre du monde se déplace vers l'Asie. Le monde est en train de basculer autour de l'Asie. On ne sait pas encore quel type d'ordre mondial on aura, parce qu'il y a encore des

problèmes à régler, en Iran et en Ukraine, qui auront forcément un impact sur la façon dont ce nouvel ordre mondial va se construire. Mais cela pourrait, ou du moins cela devrait, ouvrir une fenêtre d'opportunité pour se dire : pourquoi ne pas envisager une autre organisation des forces à l'échelle mondiale ? Pourquoi ne pas donner une voix aux États ? Ça ne veut pas forcément dire faire l'inverse de ce qui existe ou supprimer les structures actuelles, mais au moins donner la parole à ceux qui financent, parce qu'au final, c'est toujours l'argent public qui fait vivre ces institutions.

Non, pourquoi les États n'auraient-ils pas la voix et la possibilité de vraiment encadrer, de limiter, et surtout d'empêcher les abus qu'on voit de la part de la FIFA, à tellement de niveaux ? Je pense que la fenêtre d'opportunité existe, mais il faut un groupe de pays organisés, avec une vraie volonté politique. Et dans ce contexte, il faut vraiment voir quelle forme prendra le monde dans les cinq à dix prochaines années, parce qu'honnêtement, c'est difficile à prévoir. On ne sait pas ce qui se passera à Taiwan, s'il y aura une guerre dans cinq ou dix ans. On ne sait pas comment la crise au Moyen-Orient va se terminer. Et l'Europe, de façon absurde, essaie de pousser à une guerre contre la Russie.

Donc, on ne sait pas vraiment ce qui peut arriver, à bien des égards. Mais évidemment, après ça, ça ouvre des possibilités pour se réorganiser. Je pense que ça pourrait être une bonne occasion pour le sport, surtout avec l'image de la FIFA qui se dégrade sans arrêt. Les gens la voient déjà comme une organisation corrompue et abusive : la façon dont elle traite les travailleurs, la manière dont elle gère les autorités locales... Quand on regarde tous les contrats, toutes les exonérations fiscales... enfin, les gens ne sont pas idiots. Bien sûr, les gens aiment le football, ils sont passionnés de football. Mais quand même, je pense que pour les supporters... les supporters ne sont pas fans de la FIFA, non ? Les fans de foot ne sont pas fans de la FIFA, non ?

## **#Pascal**

Non, mais encore une fois, ce qui est intéressant, c'est que, même si la FIFA, en interne, avec ses membres, doit fonctionner selon sa charte — qui contient certains éléments de type démocratique, puisque les associations membres votent —, la FIFA, dans son ensemble, n'est pas une institution démocratique, n'est-ce pas ? Peu importe ce que pensent les gens en Équateur, en Colombie, en Espagne, en Italie ou en Chine. La FIFA agit en fonction de sa propre charte, et c'est tout. Et tout cela inclut aussi beaucoup de politique liée à l'argent à l'intérieur de l'organisation.

Mais l'un des risques que la FIFA court, c'est un peu le même que celui qu'on retrouve, à un niveau plus bas, au sein des Nations unies. C'est que, tout à coup, certains membres se disent : « Eh bien, vous savez quoi ? Créons une autre FIFA. On se regroupe, on s'en va tous, et on fonde un nouveau club. » À quel point ce danger est-il réel pour la FIFA ? Est-ce qu'il y a des discussions ? Est-ce qu'il y a des gens qui disent : « Non, on est vraiment sur le point de partir, de quitter l'organisation ? » Et puis, que fait la Russie en ce moment ? Qu'est-ce que fait aujourd'hui la Fédération russe de football ?

## **#Rolando Dromundo**

Je veux dire, la Russie a le football. Ils ont leur propre championnat, et il y a pas mal de joueurs qui jouent actuellement en Russie et qui participent à la Coupe du monde avec d'autres équipes nationales, par exemple. Mais le fait est que, voilà, on ne peut pas arrêter le football. Au final, les gens continuent à jouer, et les gens continuent à s'organiser. Il y a toujours des organisations parallèles. Évidemment, ce n'est pas sanctionné ni reconnu par la FIFA, ce qui exclut, enfin... comme je le disais, il existe une association qui s'appelle la CONIFA. Elle regroupe beaucoup d'États non reconnus, mais aussi différents mouvements politiques ou groupes ethniques qui veulent avoir leur propre représentation.

Donc, vous avez des ethnies venant de différentes régions, même du Canada, de Russie ou d'autres pays, et aussi de territoires non reconnus. Vous avez aussi l'Ossétie et l'Abkhazie comme membres. C'est donc un mélange. J'aime toujours dire : la FIFA ne veut pas de nous, alors c'est nous qui allons vers la FIFA. En fait, tous ceux qui veulent avoir une entité séparée... Parce qu'au fond, la Fédération de la Coupe du monde, c'est une somme de fédérations. Et une fédération, à la base, c'est un groupe de personnes. Donc, n'importe quelle organisation de football, n'importe quel regroupement de clubs, peut se dire : « Hé, on a une organisation, appelons-la comme on veut », et on peut y ajouter des membres, parce que c'est exactement ça, le principe.

Donc, quand ça reste en dehors de ce que les États peuvent vraiment contrôler, il y a toujours cette possibilité d'un univers parallèle, en quelque sorte. Alors, euh, je pense que les États doivent reconnaître leurs vraies capacités et agir ensemble en fonction de ça. Parce que, oui, c'est un peu comme la FIFA. Si tu as un groupe d'États, pas seulement un ou deux, à chaque fois qu'un pays veut intervenir dans une fédération — parce qu'ils ne paient pas leurs impôts, ou à cause d'abus de travail, ou pour n'importe quelle autre raison — la FIFA menace immédiatement de sanctions, ou d'exclure le pays de la Coupe du monde. Par exemple, l'Iran avait envisagé — et c'était justifié — de ne pas participer à la Coupe du monde, vu le contexte actuel. Et la FIFA a tout de suite menacé de sanctions, disant qu'ils pourraient être sanctionnés s'ils décidaient de ne pas participer. Attends, attends... tu peux m'expliquer ça ?

## **#Pascal**

J'ai complètement raté ça. Donc l'Iran a dit : peut-être qu'on ne va pas participer. Et ensuite, la FIFA a répondu : si vous ne venez pas, on va vous sanctionner. Sérieusement ?

## **#Rolando Dromundo**

Exactement, exactement. Et en même temps, Donald Trump disait qu'il ne garantissait pas la sécurité de l'équipe nationale iranienne. Donc c'est complètement absurde. Tout ça, c'est une question de pouvoir. C'est du grand n'importe quoi. En réalité, un seul pays ne peut rien faire... Au final, ce qui se passe, c'est qu'on se retrouve isolé. Donc il faut plus. Il faut un groupe de pays qui disent : « Bon, là, ça suffit. Non. » Et ça doit venir d'au moins quelques grandes puissances, à un

certain niveau. Je pense que c'est possible, mais pour l'instant, je ne vois pas la volonté politique. À mon avis, ça arriverait d'abord au niveau olympique, par exemple autour du Comité international olympique, avant que ça ne touche le football. Le football reste beaucoup plus eurocentré, même s'ils ont fait de gros efforts.

Et c'est justement l'une des raisons pour lesquelles on veut augmenter le nombre de participants : pour permettre au marché de se développer en Asie et en Afrique. Oui, pour se développer en Asie et en Afrique. C'est pour ça qu'ils apportent beaucoup plus d'aide à ces pays et qu'ils essaient d'élargir le marché dans ces régions. Mais malgré tout, le football reste un sport très, très eurocentré. On a un cas historique très intéressant, et c'est l'un des rares moments où la FIFA — ou plutôt l'UEFA, dans ce cas — a dû faire marche arrière : l'affaire Bosman, dans les années quatre-vingt-dix, je crois. Parce que dans l'affaire Bosman, il y avait les règlements de l'UEFA... non, pardon, les règlements de l'Union européenne sur les travailleurs, qui garantissent que tous les citoyens de l'Union européenne ont le droit de travailler et de résider dans d'autres pays membres de l'Union.

À ce moment-là, l'UEFA s'est opposée à cette idée. Ils ont dit : non, on ne veut pas qu'un pays ait tous les joueurs d'un autre pays, ce serait un problème. Donc l'UEFA s'y est fermement opposée, et l'affaire a fini devant les tribunaux. Après une longue procédure, c'est l'Union européenne qui a gagné. Et c'était l'un des rares cas où l'UEFA a dû reconnaître sa défaite et dire : d'accord, on doit changer le règlement. À partir de là, toutes les équipes de l'UEFA ont pu avoir un effectif complet de joueurs venant d'autres pays, tant qu'ils étaient membres de l'UEFA, même si ce n'était pas le pays hôte. C'est donc l'un des rares exemples où on a vu ça. Mais il y en a très, très peu. Et évidemment, c'est possible. Je pense que c'est possible pour les États de s'organiser. C'est possible d'avoir cette discussion au niveau des Nations unies, ou au moins au niveau des organisations régionales.

Ils ont le pouvoir de faire ça parce qu'au fond, la FIFA reste limitée sur le marché. Si l'Amérique latine disait clairement qu'elle représente un immense marché pour la consommation du football, évidemment, elle aurait la capacité de faire pression autrement. Mais au final, aujourd'hui, le pays est complètement soumis, complètement contraint. Si on regarde le cas du Mexique, c'était bien plus abusif que pour le Canada ou les États-Unis, avec toutes les mesures imposées par le Canada. Et pourtant, les pays ne disent rien. Ils préfèrent sacrifier ça pour l'effet politique que ça peut avoir. C'est triste, vraiment. Mais je pense qu'il y a toujours une fenêtre d'opportunité, à condition qu'il y ait une volonté politique chez certaines puissances mondiales prêtes à réfléchir, disons, à une réorganisation du sport. Oui.

## **#Pascal**

Mais pourquoi, selon vous, c'est comme ça dans ces sports ? Et pourtant, souvent, le sport n'est pas organisé sous un drapeau national, non ? Le football, par exemple, c'est surtout des clubs. Des clubs qui se rassemblent, qui jouent les uns contre les autres. Alors pourquoi, à votre avis, même si les clubs sont vraiment le cœur de toute l'industrie, il y a quand même ce besoin, ce désir de voir des compétitions nationales ? On veut toujours une équipe nationale, on veut une représentation du

pays sur la scène mondiale. Et ça, j'imagine que ça ne va pas disparaître, n'est-ce pas ? D'une certaine manière, c'est un peu le reflet du monde actuel, où on se définit naturellement par tel ou tel pays, et où on accepte que ce soit le plus haut niveau de compétition internationale. Les compétitions entre clubs, c'est un peu en dessous de ça, non ? Enfin, dans l'esprit du grand public.

## **#Rolando Dromundo**

En grande partie, oui. Mais en réalité, c'est aussi une occasion pour beaucoup de gens d'échapper au quotidien. Par exemple, hier au Mexique, il y avait environ huit cent mille personnes dans les rues pour fêter notre victoire au troisième match du premier tour. Franchement, c'est pas grand-chose, hein, c'est juste un match. Et pourtant, huit cent mille personnes dehors ! J'aimerais bien voir autant de monde manifester pour une cause, vous voyez ? La capacité du football à rassembler autant de gens, c'est unique. C'est un potentiel énorme, vraiment énorme, parce que c'est aussi un marché, et une fenêtre d'opportunités, à la fois politiques et économiques.

Et bien sûr, pour beaucoup de gens dans ces situations, le football, c'est une façon d'échapper à la réalité du quotidien, tu vois ? C'est comme... surtout dans les pays en développement, en Amérique latine ou en Afrique, ça donne un sentiment d'identité qu'on ne retrouve pas dans beaucoup d'aspects de la vie de tous les jours, tu vois ? Donc, c'est pour ça que, je veux dire, la ferveur des supporters, surtout en Amérique latine, je trouve ça très intéressant, même si ce n'est pas unique. Mais je pense que c'est une sorte de fenêtre d'opportunité pour beaucoup de choses. Les gens utilisent le football pour dire : gardons-les là, devant le match, qu'ils restent absorbés, pendant que bien d'autres choses se passent.

Et pour eux aussi, c'est un peu la seule possibilité d'avoir un moment de joie au milieu de leurs difficultés quotidiennes. Et ça, c'est indéniable. C'est un aspect très, très important du football. On ne peut pas l'oublier. Les gens ont besoin du football, un peu comme d'une drogue, pour oublier ce qui se passe autour d'eux. Et si on voit ça au Mexique, en Argentine, c'est encore plus fort. Je veux dire, là-bas, le niveau d'aliénation est encore plus élevé. Mais en même temps, là-bas, les clubs sont de vrais clubs, parce qu'ils sont liés à l'identité locale. Tu as le club de ton quartier.

C'est un peu comme le club local, le club de sport dans lequel tu as grandi, où tu vas au stade avec tes voisins, et dont tu es aussi, en partie, propriétaire. Parce qu'il y a un autre aspect dont on n'a pas le temps de parler maintenant. En général, la plupart des structures sportives, vues d'un point de vue européen, ont été construites autour de cette idée du club sportif, une association de personnes dont tu es partiellement propriétaire. Tu as tes parts, tu votes pour choisir le dirigeant de ton club, et tu te sens en faire partie. Parce que c'est un club où se retrouvent des gens de toutes idéologies politiques, de toutes religions, de toutes classes sociales. C'est le club des ouvriers, des agriculteurs, des gens de l'industrie, peu importe. Mais ça te donnait une forme d'identité. Cette structure a changé, parce qu'elle a été en grande partie privatisée, et la plupart des clubs sont devenus des entreprises. Ce ne sont plus vraiment des clubs, comme avant.

Mais malgré tout, le rôle de l'identité reste très, très important. C'est pour ça que les gens s'identifient parfois à leur club, mais aussi à l'équipe nationale. Et avec l'équipe nationale, je pense que le phénomène est encore plus visible dans les pays où l'État est faible, ou bien où il y a beaucoup de luttes politiques internes pour réaffirmer ou maintenir ce qu'est un État. Par exemple, la Bosnie, c'est un cas intéressant. La Bosnie, vous y avez participé, mais c'est un État en échec à bien des égards. Les accords de Dayton ne fonctionnent plus vraiment, et le pays est divisé en deux. Je suis sûr que ce serait intéressant de regarder les statistiques, mais la plupart des supporters, des passionnés bosniens, viennent de la partie ouest de la Bosnie-Herzégovine, et non de la Republika Srpska, où les gens se sentent plus serbes, par exemple.

Ce serait intéressant de voir comment ils participent à ce sujet, mais ça donne déjà une idée de la façon dont ils perçoivent parfois un État, et de la manière dont ils veulent être liés à l'équipe nationale. Je pense que chaque pays offre une perspective différente, une fenêtre sur la façon dont il s'en sert. Mais bien sûr, c'est aussi une manière d'échapper à la réalité. C'est une façon de dire : « Voilà, on est là, on existe. » Pendant un instant, on a l'impression que tout le monde est pareil. Enfin... on a cette impression, mais ça crée une sorte de fantasme, celui du possible. Ça fait naître l'idée qu'une petite île comme le Cap-Vert a réussi à faire match nul contre l'Espagne.

Il y a quelques jours à peine, personne ne savait vraiment où se trouvait le Cap-Vert. Mais après le match nul contre l'Espagne, et avec leur gardien Boavista qui a fait un match exceptionnel, repoussant toutes les attaques des joueurs espagnols, il est devenu un héros, un héros national. Tout le monde parlait du Cap-Vert. Et c'est pareil pour beaucoup de petits pays. C'est ça aussi, la magie du sport : il crée une fenêtre d'opportunité où, pendant un instant, on n'est plus ce petit pays qui avait été banni des États-Unis par Donald Trump, mais un pays qui joue à l'international, qui marque des buts, qui affronte une grande puissance mondiale en face à face. Et cette magie du football, bien sûr, la FIFA l'utilise aussi. Ils comprennent parfaitement le pouvoir que cela donne, et ils s'en servent pour maximiser les profits, élargir le marché, et augmenter les gains, pour eux-mêmes et pour tous les sponsors autour.

## **#Pascal**

Au fond, c'est quand même une affirmation du fait que les gens ont envie d'appartenir à certaines nations, non ? Donc, c'est aussi une question d'identité. Et puis, les joueurs eux-mêmes le disent souvent : pour beaucoup, représenter leur pays, c'est l'un des plus grands bonheurs de leur vie. Même si, encore une fois, beaucoup de membres de la FIFA ne sont pas des pays officiellement reconnus. Mais on ressent quand même ce sentiment d'appartenance à une nation, n'est-ce pas ? Alors, pour conclure, est-ce que vous pensez que le monde multipolaire vers lequel on se dirige va continuer à suivre les mêmes règles du jeu ? Je veux dire, pour l'organisation des Coupes du monde. Ou est-ce que, au contraire, cela va mettre la FIFA sous pression, au point de devoir se dire : « Bon, peut-être qu'il faut arrêter de choisir les grandes puissances comme lieux d'accueil » ?

Et peut-être qu'il faut aller vers des lieux neutres, non ? Il faut choisir de petits États qui n'ont pas cette capacité à imposer certaines choses. Je veux dire, les États-Unis ont simplement pu dire à la FIFA : « Écoutez, on ne donnera pas de visas aux Iraniens », et il n'y avait rien à faire. Et bien sûr, la FIFA a dû détester ça, mais elle ne pouvait rien y changer. Si on faisait la même chose avec un pays plus petit, disons la Suisse, ou bien Madagascar, ou la Tanzanie, alors là, ils auraient beaucoup plus de moyens pour garantir un terrain de jeu équitable pour tout le monde, non ?

## **#Rolando Dromundo**

Bien sûr, bien sûr. Je pense que, par exemple, pour la prochaine Coupe du monde en deux mille trente, il y aura déjà six pays hôtes. Six pays hôtes, ce qui permet à la FIFA de contrôler plus facilement l'ensemble des six pays participants. Parce que, si l'un d'eux résiste, ils peuvent toujours dire : les quatre autres ont déjà accepté, donc tu ne peux pas te retirer. Et tout le monde veut sa part de ce que ça représente. Tout le monde veut un petit bout de cette opportunité politique de montrer qu'on agit, qu'on fait quelque chose.

En fait, plus il y a de pays hôtes, moins il y a de risques qu'un seul s'en serve pour faire avancer son propre agenda politique. Du coup, c'est plus facile pour la FIFA de garder le contrôle. Mais en deux mille trente-quatre, ce sera l'Arabie saoudite. Et comme je l'ai déjà dit, là-bas, l'argent n'est pas un problème. Dépenser non plus. Il n'y a pas, pour l'instant, de risque politique lié à une opposition. On ne sait pas ce qui se passera dans huit ans, mais justement, c'est bien ça le problème, non ?

## **#Pascal**

Je veux dire, cette certitude a un peu disparu. L'Asie de l'Ouest paraissait autrefois bien plus stable qu'aujourd'hui. Mais bon, oui, la FIFA devra simplement faire avec.

## **#Rolando Dromundo**

Exactement, exactement. On ne sait pas ce qui va se passer. Mais moi, je pense, vraiment, que ce qui va se passer, c'est que les organisations sportives, je veux dire, la FIFA par exemple, vont devoir s'adapter à l'ordre mondial. Elles ont toujours fait ça. N'oublions pas qu'elles ont accepté que le régime nazi participe en mille neuf cent trente-huit. À ce moment-là, par exemple, il y avait un drapeau nazi pendant les matchs de l'Allemagne en Suisse, et c'était comme si de rien n'était. Ils ne s'en souciaient pas. En fait, ils se sont toujours adaptés à ceux qui détiennent le pouvoir, à ceux qui dirigent.

Donc, si l'économie se déplace vers l'Asie, et si le principal pôle du monde se déplace lui aussi vers l'Asie, il se peut qu'à un certain moment on voie aussi... enfin, c'est vrai que la Chine n'a pas vraiment cherché à jouer un rôle plus actif. Je veux dire, oui, elle s'est investie dans le sport pour obtenir des résultats, pour montrer qu'elle veut être la première aux Jeux olympiques, en nombre de médailles.

Mais malgré tout, elle ne s'implique pas vraiment, parce qu'elle sait que tout cela reste très occidental, dans ses structures, et surtout dans le football. Donc, on pourrait voir un changement, mais je pense que cela dépendra de la manière dont ce nouvel ordre mondial sera perçu, tant que la situation ne sera pas stabilisée en Iran, en Ukraine, et dans le Pacifique... avec la Chine, bien sûr.

## **#Pascal**

C'est tout à fait vrai, mais je pense que vous avez raison aussi de souligner que la FIFA et les Jeux olympiques, tout comme la diplomatie ou la politique du sport, sont en fait un bon moyen de sentir un peu dans quelle direction les choses évoluent. Si la FIFA change certaines de ses règles de participation, eh bien, peut-être que, vous voyez, si elle commence à réintégrer la Russie, par exemple, ce serait un signe fort de quelque chose. Si elle commence à exclure des membres, c'est aussi un signe. Donc, en quelque sorte, c'est un peu comme un canari dans la mine de charbon, un indicateur à surveiller.

## **#Rolando Dromundo**

Bien sûr, bien sûr. Oui, allez-y.

## **#Pascal**

Non, non, s'il vous plaît. Votre mot de la fin sur le sujet, et ensuite on conclut.

## **#Rolando Dromundo**

Je pense que, enfin, le football est très attirant, très séduisant. C'est magique de regarder les matchs. Et bien sûr, pour les gens, qu'ils soient passionnés ou non, c'est un mois, tous les quatre ans, qui capte l'attention d'un grand nombre de personnes. Mais il ne faut pas oublier qu'à côté de ça, il y a aussi beaucoup de politique en jeu. Au fond, la politique et la géopolitique autour de la Coupe du monde sont toujours présentes. Et c'est important d'être conscient de toutes les dépenses publiques qui y sont consacrées. Je veux dire, en Afrique du Sud, je crois que c'était l'un des cas les plus extrêmes, quand le pays a vraiment dû mobiliser une grande partie de ses ressources pour la Coupe du monde. Et je pense qu'il est important de mettre des limites à ça.

Je veux dire, la FIFA ne devrait pas avoir autant de pouvoir. De la même façon qu'on ne devrait pas avoir de trillionnaire dans le monde, on ne devrait pas non plus avoir une organisation avec autant de pouvoir, sans régulation, sans rendre de comptes, comme la FIFA, non ? La FIFA doit rendre des comptes. La FIFA a besoin de limites. Les États doivent s'impliquer davantage, de manière proactive, pour fixer ces limites ensemble, à travers les Nations unies, l'UNESCO, et toutes les organisations régionales et internationales possibles. Il faut se demander jusqu'à quel point on accepte qu'une entité privée décide de ce qui se passe à l'intérieur d'un État.

Alors, il y a une entité qui, elle, n'est pas régulée, mais qui essaie de réguler ce qui se passe à l'intérieur de l'État. Et je pense que c'est quelque chose qu'il faut vraiment prendre en compte, qu'il faut répéter, qu'il faut rappeler, pour le bien du football, pour le bien du football en général, et aussi pour tous ces supporters fidèles qui, quoi qu'il arrive, tous les quatre ans, sacrifient un mois de leur vie pour regarder tous les matchs possibles, pour suivre tout ce qui se passe, et pour porter le maillot de leur pays avec toute la passion et toute la symbolique que ça représente.

## **#Pascal**

En vous écoutant, je me sens comme une très, très mauvaise Suisse, parce que je ne sais même pas ce qu'ils font. Ces matchs de foot, c'est vraiment la dernière chose que je regarde, seulement quand il n'y a rien d'autre à la télé. Mais la politique autour de tout ça, ça, c'est fascinant. Ils s'en sortent bien ? Eh bien, je suis contente de l'apprendre. Cher Rolando, merci beaucoup pour votre temps aujourd'hui.

## **#Rolando Dromundo**

Merci beaucoup, Pascal. Merci de m'avoir invité. C'est un plaisir.